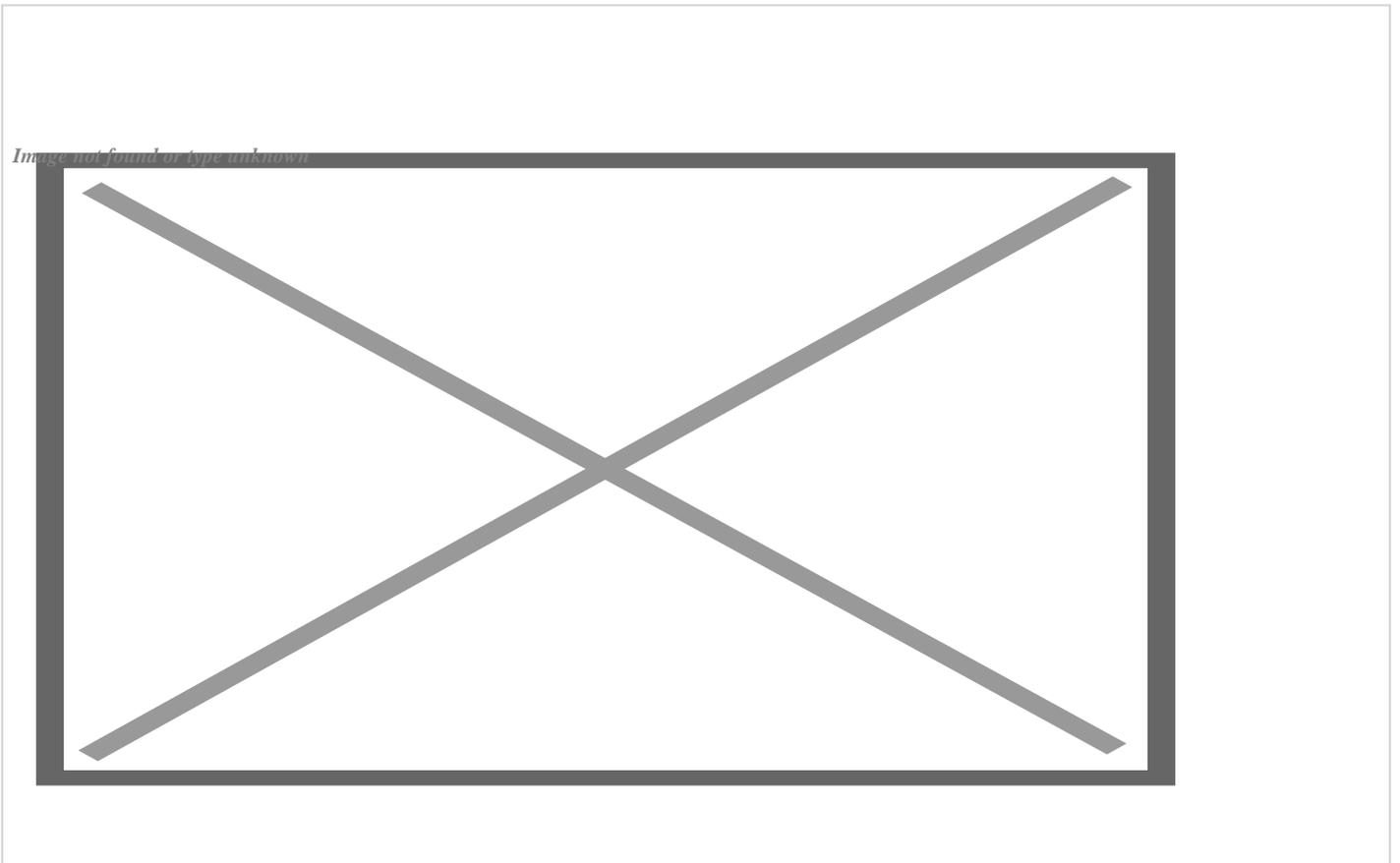


Un trébuchement mais pas une chute



Par Guillermo Alvarado

Tel qu'il était prévu, en raison du manque d'engagement des autorités électorales et des pressions du secteur économique puissant, le référendum qui a eu lieu dimanche dernier au Mexique n'a pas atteint la participation nécessaire pour que ses résultats soient contraignants.

Il s'agissait, d'une consultation populaire pour décider si un groupe d'anciens présidents de cette nation pouvaient perdre l'immunité judiciaire et être jugés pour corruption et d'autres crimes commis durant leurs mandats.

Les anciens présidents en question sont Carlos Salinas de Gortari, Ernesto Zedillo, Vicente Fox, Felipe Calderón Hinojosa et Enrique Peña Nieto.

Il s'agit de gouvernants qui ont instauré le régime néolibéral au Mexique, traduit par une grande concentration de la richesse dans les mains de quelques-uns, la pauvreté pour la grande majorité et un État sans ressources pour aider ses habitants.

Ce système, tel que l'a expliqué Andrés Manuel López Obrador, AMLO, dans son livre « 2018, La Sortie » publié avant d'être élu président, a été renforcé après l'arrivée de Salinas de Gortari au pouvoir.

En seulement 13 mois, 18 banques publiques, ont été vendues aux enchères, soit en moyenne une banque tous les 20 jours ouvrables. En cinq ans, depuis décembre 1988 jusqu'à décembre 1993, a 251 entreprises d'état, parmi lesquelles se trouvaient les plus grandes, ont été privatisées.

À des prix dérisoires et en utilisant des méthodes troubles, elles sont passées dans les mains des soi-disant entrepreneurs géants tels que Teléfonos de México, Televisión Azteca, Mexicana de Aviación, ainsi que des compagnies d'assurance, des sucreries, des mines de cuivre et d'or, des assembleurs de véhicules et des cimenteries.

Les privatisations se sont poursuivies jusqu'au gouvernement de Peña Nieto, et les gouvernants, les fonctionnaires et les magnats ont bénéficié de ce déversement de richesses, à tel point qu'un pays qui figurait parmi les grands exportateurs, a fini par acheter de l'essence aux États-Unis pour pouvoir fonctionner.

Des hommes d'affaires puissants qui seraient liés à une enquête profonde sur la corruption, ont aussi mis des bâtons aux roues du référendum, auquel ont participé entre 6 et 7% des électeurs, un chiffre très loin du 40% requis pour le rendre contraignant.

Selon des données préliminaires, plus de 90 sur 100 participants ont voté "oui" pour que des enquêtes soient ouvertes sur les anciens présidents soupçonnés de corruption, une proportion écrasante qui prouve le soutien dont bénéficie le président Andrés Manuel López Obrador pour nettoyer ce pays frère puni par l'avarice des politiciens vénaux et avides.

Sans aucun doute, un trébuchement mais pas un échec dans cette lutte qui continue.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/265976-un-trebuchement-mais-pas-une-chute>



Radio Habana Cuba